

Manifeste 2020

Urgence: pour un autre monde, et ne pas revenir à l'a-normalité



Dès le mois de mars 2020, il est apparu que l'organisation de nos sociétés avait favorisé l'apparition, puis le développement de la pandémie de coronavirus. Notre civilisation se montrait dépassée par l'ampleur des défis que posait cette crise. Certains dirigeants n'hésitaient pas à affirmer: "Nous sommes en guerre"!

Se souvenant du "Programme de la Résistance" publié en France au sortir de la seconde guerre mondiale, Michel Bühler et Nago Humbert ont contacté quelques personnalités proches ou amies, et leur ont demandé de présenter, chacune dans son domaine, des pistes concrètes pour bâtir un monde nouveau.

Manifeste 2020

Urgence: pour un autre monde, et ne pas revenir à l'a-normalité

Nous ne représentons aucun parti ni aucune organisation. C'est à titre personnel, nourris par nos différentes expériences et expertises que nous prenons la parole. Nous nous exprimons en tant qu'individus soucieux de l'avenir de l'humanité. Nous entendons peser sur le devenir de notre pays, et nous joindre ainsi à un mouvement planétaire qui vise, après le choc qu'a causé la crise du coronavirus, à reconstruire un monde meilleur et harmonieux.

Les civilisations sont des créations humaines. Celle dans laquelle nous baignons n'échappe pas à la règle. Basée sur la toute puissance de l'économie, l'exploitation sans frein de la nature et la concurrence entre les hommes, elle a favorisé l'apparition et le développement de la crise sanitaire, qui va déboucher sur une importante crise économique et sociale.

Revenir à l'organisation de la société qui prévalait avant la pandémie serait reproduire les conditions qui favoriseront l'émergence de nouvelles crises. Ce serait irresponsable et suicidaire. Il semble pourtant que, toujours guidés par ceux-là mêmes qui nous ont conduits au désastre, qu'inspirent encore les idées anciennes, nous soyons sur ce chemin.

N'aurions-nous rien compris, rien appris?

Le vieux monde a montré ses limites, il est temps d'imaginer celui de demain, centré sur l'humain, solidaire et respectueux de l'environnement.

Citoyennes et citoyens libres et conscients de nos responsabilités à l'égard des générations futures, nous présentons des propositions, chacune et chacun dans son domaine.

Les contributrices et contributeurs

[Cora Antonioli, Barrigue, Michel Bühler, Franco Cavalli, Liliane Christinat, Jacques Dubochet, Sergio Ferrari, Nago Humbert, Amanda Ioset, Alexandre Jollien, Vincent L'Epée, Pierre-Yves Maillard, Anne Papilloud, Philippe Roch, Sergio Rossi, Ana Ziegler, Jean Ziegler, Josef Zisyadis.](#)

Manifeste 2020

Qui sommes-nous?

[Cora Antonioli](#): *Enseignante, militante syndicale, vice-présidente du Syndicat suisse des Services Publics SSP/VPOD et présidente du SSP-Enseignement Vaud.*

“Respecter l’expertise de celles et ceux qui exercent la profession d’enseignant.e au quotidien”.

[Barrigue](#): *Dessinateur de presse.*

“Sortir du confinement... Mais pour aller où?”

[Michel Bühler](#): *Chanteur, écrivain.*

“Ne plus se borner à singer une seule culture, mais nous ouvrir à toutes, et faire fleurir la nôtre”.

[Franco Cavalli](#): *Oncologue, professeur aux facultés de médecine de Berne et Varese, directeur de l’Institut d’oncologie de la Suisse italophone, ancien Président de l’Union internationale contre le cancer et fondateur de l’association AMCA ((Ass. Aiuto Medico Centro America).*

“Créer une caisse maladie unique avec des cotisations en fonction des revenus”.

[Liliane Christinat](#): *Chargée de mission pour la transition école-métier auprès des élèves en fin de scolarité, responsable pour la Fondation Soins Lausanne du programme intergénérationnel, engagée depuis 1974 auprès des personnes en situation de handicap, des personnes âgées, de l’enfance maltraitée et des familles.*

“Si on peut se coordonner pour une pandémie, on devrait pouvoir le faire pour d’autres choses plus graves qui ne cessent de nous heurter, de nous hanter”.

[Jacques Dubochet](#): *Professeur honoraire de biophysique, Université de Lausanne, prix Nobel de chimie 2017.*

“Sauver le climat et la biodiversité, assurer un avenir durable”.

[Sergio Ferrari](#): *Journaliste, correspondant pour différents médias d’Europe et d’Amérique Latine.*

“Construire un monde futur différent en remettant en question le paradigme néo-libéral, machiste, patriarcal, xénophobe, militariste et autoritaire dominant actuel”.

[Nago Humbert](#): *Professeur agrégé département de pédiatrie, faculté de médecine, Université de Montréal, Fondateur et ancien président de Médecins du Monde Suisse, président du Réseau Francophone de Soins Palliatifs Pédiatriques, Docteur Honoris Causa de l’Université de Fribourg.*

“Consacrer au minimum le 0,7% du PNB pour l’aide au développement”.

Amanda Ioset: *Secrétaire générale de Solidarité sans frontières, présidente de la société d'édition du journal Gauchebdo.*

“Participer immédiatement à l'évacuation des camps des îles grecques en accueillant les réfugiés qui s'y trouvent”.

Alexandre Jollien: *Philosophe, études des sciences des religions et de la philosophie aux Universités de Fribourg, Dublin et Séoul. Son premier livre, Eloge de la faiblesse (1999), a été couronné par l'Académie française.*

“Il s'agit de s'engager tous, citoyens comme états, en un projet collectif : lutter contre la précarité, la solitude, la stigmatisation, bâtir une société fraternelle, vivante et dynamique”.

Vincent L'Epée: *Dessinateur de presse.*

“Quinze ans après, le bilan du protocole de Kyoto reste mitigé... très mitigé!

Pierre-Yves Maillard: *Président de l'Union syndicale suisse, conseiller national et ancien conseiller d'Etat.*

“Concrétiser deux droits fondamentaux : le droit à la formation professionnelle et le droit à un premier emploi”.

Anne Papilloud: *Secrétaire générale, syndicat suisse romand du spectacle.*

“La richesse de notre production culturelle est le fruit d'immenses sacrifices de la part de ceux et celles qui contribuent à la rendre possible”.

Philippe Roch: *Dr en biochimie, ancien Secrétaire d'Etat et directeur de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage. Membre du Comité d'éthique et de déontologie de l'Université de Genève.*

“Privilégier l'éducation à l'émerveillement, au respect, à l'entraide, à l'écologie plutôt que d'armer nos jeunes pour une compétition fratricide”.

Sergio Rossi: *Professeur ordinaire à l'Université de Fribourg (Suisse), où il dirige la Chaire de macroéconomie et d'économie monétaire, et Senior Research Associate à l'International Economic Policy Institute de la Laurentian University au Canada.*

“Prélever un impôt sur les gros patrimoines et les revenus élevés”.

Ana Ziegler: *Etudiante, membre de Grève pour le climat (Klimastreik).*

“Adieu vieux monde !”

Jean Ziegler: *Sociologue, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ancien rapporteur spécial auprès de l'ONU pour le droit à l'alimentation, auteur du livre “Lesbos, La honte de l'Europe” (édition du Seuil 2020).*

“Dans la guerre contre le virus, la stratégie capitaliste est un échec et s'avère meurtrière”.

Josef Zisyadis: *Ancien parlementaire suisse, co-président Slow Food Suisse, Directeur de la Fondation pour la promotion du Goût.*

“Inscrire le principe de la souveraineté alimentaire dans la Constitution”.

Cora Antonioli



CHANGEMENTS POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE BASÉE SUR LES BESOINS DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

La crise a mis en lumière les puissants dysfonctionnements de notre société, en particulier le désastre provoqué par des décennies de politiques d'austérité dans les services publics et par leur privatisation, des politiques qui ont fait ainsi le choix de favoriser les profits aux dépens des besoins essentiels de la population. Marquant des distances avec les exigences du capital, l'État a, durant cette crise, repris le pouvoir pour affecter prioritairement les richesses aux besoins de toute la population. Ceci doit nous questionner sur le sens des activités, sur le sens du travail, de la manière dont il est valorisé. Car celui qui est indispensable à la survie de la population n'est pas celui que l'on a placé sur un piédestal ces dernières décennies. Cette crise nous laisse aussi entrevoir ce que pourrait être une société consciente d'une collectivité qui tient par la solidarité et le soutien aux plus fragiles. Cette force collective nécessaire et celle de services publics pouvant réellement satisfaire les besoins fondamentaux de l'ensemble de la population doivent être deux piliers reconnus et valorisés de notre société.

Comme service public, l'école doit pouvoir répondre à un besoin fondamental de l'ensemble de la population, selon des principes d'égalité et de qualité de l'enseignement: préparer les générations nouvelles à la meilleure intégration possible dans la société, en tant qu'homme, en tant que femme citoyen·ne et travailleur·euse capable d'autonomie et d'esprit critique.

La crise due au coronavirus a mis en évidence en particulier que l'école à distance – malgré des enseignant·e·s qui se sont investi·e·s sans compter – a débouché sur de nombreux « décrochages » d'élèves, de tout âge. Certes le contexte de crise n'a rien arrangé à cela (stress inhérent, confinement, maladie), mais il a aussi mis en lumière les inégalités qui interfèrent moins entre les élèves lorsqu'il y a vraiment école: le climat de travail (pas de lieu isolé pour travailler, pas de moment à soi pour se consacrer aux apprentissages), les possibilités d'échange et de soutien sur les matières, l'équipement et le matériel informatique par exemple. De plus, apprendre

ne peut se produire par la simple diffusion de matière; et les outils indispensables qui permettent à l'élève de développer et d'autonomiser sa pensée ne se transmettent pas par de simples clics de souris; car dispenser et recevoir l'enseignement nécessitent un lien social, constituant du lien pédagogique. La classe, contrairement à la visioconférence par exemple, est un espace physique et social où l'on voit, entend, ressent l'autre avec les autres. Et apprendre, c'est aussi et surtout partager, débattre, questionner, réagir, voir, sentir que la classe réagit (ou non). Enseigner, c'est un métier, un métier qui n'a de sens qu'en relation avec l'autre et avec la classe. La technologie qu'on nous propose aujourd'hui est très pauvre de ce point de vue-là.

Pour une école de l'égalité, émancipatrice et consciente des enjeux liés à la crise écologique, nous demandons:

- Une école publique, obligatoire et gratuite jusqu'à la majorité pour toute personne vivant en Suisse.
- Plus de temps pour chaque élève:
 - * Plus d'enseignant·e·s pour moins d'élèves, soit une baisse importante des effectifs de classe.
 - * Des moyens pour que les enseignant·e·s et tou·te·s les professionnel·le·s de l'école (éducateurs·rice spécialisé·e, logopédiste, infirmier·ère scolaire etc.) puissent réellement soutenir chaque élève en difficulté.
 - * Plutôt que de multiplier et de saucissonner les heures et les matières, prévoir des plages où le travail par projet, les activités culturelles ou créatrices sont encouragées.
 - * Afin de développer davantage l'esprit critique, enjeu majeur au service de la construction d'une émancipation sociale, citoyenne et professionnelle, intégrer, aux plans d'études – dans une visée transversale (quelle que soit la discipline) – notamment l'éducation à la citoyenneté, l'égalité entre les femmes et les hommes, les enjeux liés à la crise écologique. Du matériel pédagogique et des formations sur ces questions doivent être proposés aux enseignant·e·s.
- Une valorisation de la profession:
 - * Diminuer massivement le volume des tâches administratives pour avoir plus de temps à consacrer aux tâches d'enseignement.
 - * Valoriser une profession, c'est aussi respecter l'expertise de celles et ceux qui l'exercent au quotidien et reconnaître la valeur du travail qu'ils·elles effectuent.
 - * Augmenter le salaire des enseignant·e·s du degré primaire.

Michel Bühler



CULTURE

La culture et les arts accompagnent l'homme depuis qu'il est apparu sur terre. Ils sont l'un des piliers sur lesquels reposent les civilisations. Ils contribuent à la cohésion de tout groupe humain, ainsi qu'à l'épanouissement et à la dignité de chacun des individus qui le composent.

Ici et maintenant:

* Il n'est pas possible à l'écrasante majorité des créateurs culturels, qu'ils soient écrivains, compositeurs, artistes visuels, ou autres, de vivre du fruit de leur travail artistique. Les revenus qu'ils tirent des ventes de leurs œuvres, ou leurs droits d'auteurs, ne sont pas suffisants pour leur garantir une vie décente. Pour échapper à la précarité, ils sont contraints d'exercer divers métiers alimentaires. La même insécurité frappe de nombreux professionnels indépendants, indispensables à la diffusion de la culture: techniciens du spectacle, musiciens, comédiens, petits éditeurs, etc.

– Il faut instaurer un revenu universel garanti tel que préconisé par le [professeur Rossi](#). Donnant une sécurité de base à tous sans distinction, il favorisera l'existence d'une culture libre et vivante.

* Le domaine culturel n'a pas échappé à la mondialisation et à l'uniformisation. Il est actuellement dominé par la culture nord-américaine. Sans nullement vouloir se fermer aux autres, et prenant exemple sur ce qui est préconisé pour l'agriculture ou l'industrie, il faut diversifier nos sources, tout en privilégiant les circuits courts.

– Il ne faut plus se borner à singer une seule culture, mais nous ouvrir à toutes, et faire fleurir la nôtre.

* Une part de plus en plus importante de la diffusion de la culture est assurée par des acteurs nouveaux: plateformes de diffusions audiovisuelles, entreprises de vente en ligne. Ces sociétés, domiciliées hors de Suisse, échappent à l'impôt.

– Il faut taxer ces multinationales sur les profits qu'elles réalisent chez nous.

* Toute culture a sa langue, toute langue porte sa culture. Notre quotidien est envahi par l'anglo-américain. Ceux qui s'y résignent font leur la civilisation qu'il sert, dont l'expression actuelle est l'impérialisme et l'ultra libéralisme.

– Il faut parler notre langue.

Franco Cavalli et Nago Humbert



CONSTAT ET PROPOSITIONS CONCERNANT LE DOMAINE DE LA SANTE

Sur le plan sanitaire, la crise du Covid 19 nous a démontré, ce que nous savions depuis longtemps, que le système hospitalier public est le seul bouclier capable de nous protéger lorsque la société et surtout ses membres sont menacés et fragilisés par une crise sanitaire. Et cela malgré une politique menée depuis des années par nos gouvernements, dont la seule vision économique guide leurs décisions, les hôpitaux devenant des institutions de profits, dont certains sont même devenus des sociétés anonymes, favorisant les interventions rentables. Le nouveau système de financement hospitalier (DRGs) augmente de beaucoup la concurrence entre les hôpitaux et provoque une diminution considérable de la durée moyenne d'hospitalisation (ce qui signifie souvent un danger pour les patients). Cette augmentation de la concurrence a engendré naturellement une réduction du personnel et ce système exige que cette situation empire encore dans le futur. Cette politique s'est concrétisée par une importante diminution de lits (la moitié en dix ans) et, dans certains cantons, par une privatisation de certains services comme la salubrité ou la buanderie et par conséquent par un affaiblissement général du secteur public. Et malgré cela, grâce à la mobilisation de tout le personnel soignant, technique et logistique des hôpitaux publics et aux mesures de confinement, notre système de santé a pu faire face à la pire crise sanitaire que la Suisse a connue depuis des décennies.

Mais notre système a aussi montré ses failles, notamment dans l'approvisionnement de certains matériels (masques, blouses, gants, solution hydro-alcoolique) et une pénurie de médicaments essentiels a pu être évitée grâce aux stocks. Mais cette crise a mis en lumière notre grande dépendance vis-à-vis de certains pays comme la Chine ou l'Inde dans la fabrication de nos médicaments. (80% de notre consommation), ce qui met fondamentalement en question notre autonomie sanitaire.

D'autre part nos autorités ont souvent focalisé leurs politiques sanitaires sur une vision hospitalo-centrique, négligeant le domaine de la santé publique dont on reconnaît aujourd'hui l'importance primordiale, et la première ligne, base du système de santé, la médecine générale. Car c'est à la qualité de la médecine générale et à son accessibilité et non aux super spécialités médicales qu'on juge le niveau d'un système de santé.

D'autre part la pénurie du personnel de santé formé en Suisse nous renvoie à une double injustice. Alors que dans le même temps, la demande de personnel de santé augmente dans les pays à hauts revenus qui ne forment pas assez de main-

d'œuvre, la main-d'œuvre actuelle étant, en outre, vieillissante et que de surcroît, les besoins en soins de santé s'accroissent en raison du vieillissement de la population et de l'augmentation des affections chroniques, la Suisse va puiser une main-d'œuvre qualifiée dans les pays limitrophes ou parfois même dans des pays en voie de développement (un médecin sur quatre formé en Afrique travaille dans un des pays de l'OCDE). Par exemple Le CHUV compte 42% de non-Suisses parmi ses employés et les HUG 52%. Beaucoup de frontaliers, mais aussi des ressortissants du Portugal, d'Espagne, d'Europe de l'Est ou de Grèce. En Suisse nous formons moins de la moitié des médecins dont nous avons besoin et cela pour des raisons de concurrence fiscale entre les cantons. Il est bien connu que la formation d'un médecin coûte presque un million de francs. Il est beaucoup plus rentable de les voler à nos pays voisins. L'ASI (Association Suisse des Infirmières) a calculé que jusqu'à 2030 il nous manquera entre 25 et 30'000 infirmières...

Cela pose en dilemme éthique la question du recrutement de ressources humaines dans des pays qui sont déjà frappés par un manque criant et vital de personnel médical et démontre une double injustice. D'une part, nous utilisons pour soigner notre population des personnels de santé dont nous n'avons pas payé la formation et d'autre part, nous affaiblissons des systèmes de santé qui ont bien besoin de cette main d'œuvre qualifiée.

Recommandations :

Nous exigeons :

- * L'arrêt des coupures budgétaires dans le système de santé.
- * L'arrêt des privatisations des services non soignants.
- * Le renforcement par l'augmentation des budgets des services de santé publique.
- * Que le pays forme un nombre suffisant de personnels de santé, en particuliers des médecins et des infirmières, pour couvrir les besoins de notre population et notamment l'abolition du numerus clausus dans les facultés de médecine.
- * Une amélioration importante des conditions de travail des infirmières (initiative pour des soins infirmiers forts) car aujourd'hui la moitié des infirmières abandonne la profession en moyenne 13 ans après le début de leur activité.
- * Une réelle sécurité sociale, avec une caisse maladie unique avec des cotisations en fonction des revenus pour arrêter cette gestion schizophrénique basée sur la concurrence entre les hôpitaux, les caisses maladie et l'Etat.
- * Le développement des soins à domicile qui ne soient plus basés sur la performance, mais sur la relation infirmière-malade.
- * La création de comité de patients dans chaque structure hospitalière.
- * La promotion de la médecine de première ligne en soutenant la médecine générale.
- * La production des médicaments essentiels sur notre territoire.
- * L'abolition du système de financement sur la base des DRG, pour revenir au système de couverture des frais réels des structures sanitaires.
- * L'abolition du financement public aux cliniques privées, comme dans la version originale de la LAMAL.
- * Une compensation financière versée aux pays d'origine pour la formation des personnels de santé dont nous profitons pour faire fonctionner notre système sanitaire.

Liliane Christinat



*S'en tenir
à la terre
Ne pas jeter d'ombre
sur d'autres
Être
dans l'ombre des autres
une clarté*
Reiner KUNZE

Fin 2019 apparaît une maladie jusqu'ici inconnue. Le « coronavirus disease 2019 » plus connu aujourd'hui comme CoVid-19.

Dans son sillage s'est répandue une autre épidémie, plus dangereuse : « PochVid-20 ». (Ah ! cette politesse du désespoir) ... Cette dernière touche de plein fouet les travailleuses et travailleurs informels et expose plus particulièrement les femmes, les employés migrants et bien sûr des millions d'enfants... Et pas seulement là-bas, ailleurs, sur d'autres continents, mais bien ici et maintenant, dans nos rues, sur nos trottoirs, sous nos ponts !

En quelques semaines, covid-19 a contraint les pays du monde à prendre des mesures exceptionnelles : une suspension d'activités humaines et un confinement de populations pour une durée indéterminée. Et ce, de manière internationalement coordonnée.

Aux premiers jours, j'ai pensé :

– Ah tiens ! si on peut se coordonner pour une pandémie, on devrait pouvoir le faire pour d'autres choses plus graves qui ne cessent de nous heurter, de nous hanter.

J'ai pensé qu'enfin nous allions employer ce temps suspendu à réfléchir sur les possibles changements, à opérer pour un monde plus juste, équitable, pour un monde enfin conscient de l'incalculable valeur de la vie, sur l'incomparable beauté de planète Terre.

J'ai osé penser que les acteurs citoyens et politiques allaient se réveiller et qu'ils allaient tenter de regarder en face l'opportunité que la crise sanitaire offrait : une

mise en perspective qui nous fait cruellement défaut dans ce monde frénétique de consumérisme nombriliste à n'importe quel prix.

J'ai osé penser possible une transition, vers les énergies renouvelables par exemple. J'ai entendu dire que cette transition a été estimée à des montants se situant entre 300 et 800 milliards d'euros par année pour le monde entier. A la lecture des chiffres avancés par les Etats pour faire face à la pandémie, j'ai compris que ce ne serait pas une utopie que d'imaginer des investissements en faveur du climat.

Nous avons besoin de la biosphère pour vivre et elle mérite bien que nous prenions soin d'elle.

Pourtant au nom des diktats de la finance, s'est développée une économie néo-libérale. Ce n'est pas une économie, c'est un système qui exploite les plus faibles, qui génère injustice et oppression, qui mène des guerres sans merci, qui ronge et détruit nos écosystèmes, qui sacrifie chaque jour le bien commun au service de la finance.

L'argent doit retrouver sa place d'outil, et être géré avec des règles claires à faire respecter par toutes et tous. C'est urgent.

Il est grand temps de définir une économie au service du bien commun, nous pouvons le faire. Nous pouvons engager des investissements mûrement réfléchis qui pourraient éviter de péjorer les conditions d'existence de milliards d'êtres vivants (humains et autres).

Et en plus, je suis sûre, qu'à réfléchir à plusieurs pour prendre des mesures en adéquation avec tous nos liens biologiques, cela redonnerait du sens aux rôles terriens que chacun, chacune d'entre nous s'emploie à mener, jour après jour.

Tous les êtres vivants de l'infiniment petit à l'immensément grand exigent toute notre attention et notre reconnaissance, sommes-nous capables de le comprendre enfin !?

* Aux jeunes générations, dès la petite enfance, nous pourrions proposer une éducation qui mettrait au centre la vie sous toutes ses formes, la compréhension des interdépendances avec l'entier du monde vivant.

Garçons et filles pourraient aller plus loin dans les connaissances sur leur santé et de celles des autres. Tous pourraient développer les gestes qui prennent soin, porter l'attention sur la préservation du vivant et élargir leurs cœurs à la connaissance.

* Nous pourrions réfléchir à un enseignement plus coopératif, où les enfants choisiraient les thèmes qui les intéressent. Où ils seraient accompagnés, soutenus, dans des projets personnels et d'autres collectifs.

* Et nous devrions sérieusement réfléchir à l'impact sur leur développement des salles quotidiennement confinées où ils sont sensés acquérir au même rythme des connaissances qu'ils barbent.

* Les adolescents ont du cœur, ils ont des idées, même quand ils disent qu'ils n'en ont pas, par peur d'être mal jugés. Pendant la pandémie nombre d'entre eux se sont immédiatement mobilisés pour aider les anciens confinés de leurs quartiers.

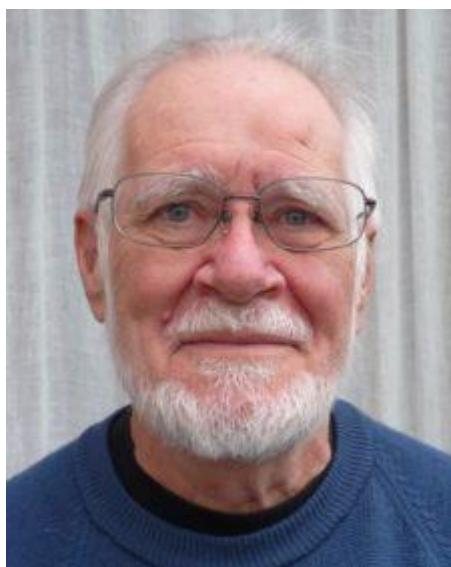
Avec eux, nous devrions réfléchir à leur donner les moyens de s'investir dans des activités qui donnent du sens à leur devenir, repenser avec eux leur place dans nos cités, ouvrir des espaces où tenir un rôle utile, gratifiant et reconnu. Pour chacune, pour chacun, sans distinction de genre ou de peau.

* Et nous devrions vraiment réaliser que nos enfants et adolescents sont devenus des cibles et des victimes du consumérisme. Nous n'avons pas su les protéger des publicités mensongères qui les visent et les harcèlent. Et il est de notre responsabilité d'agir pour que cela change.

* Et nous pourrions enfin penser à enseigner aux garçons comme aux filles l'Histoire des femmes et de leurs rôles, je dis bien enseigner, cela permettrait que la moitié de l'humanité trouve une première place reconnue dans la société et qu'on ouvre enfin des espaces de pensée sur les conditions vécues par les femmes.

Au boulot ! Osons pa/enser le monde à nos façons, ensemble. On sera plus intelligents à plusieurs, il en va de la vie précieuse sur le vaisseau spatial le plus perfectionné de l'univers !

Jacques Dubochet



BUDGET-CLIMAT

Le climat dérape parce que l'humanité déverse dans l'atmosphère en quelques décennies, le carbone que la nature avait enfoui dans les profondeurs de la Terre pendant des centaines de millions d'années. Ainsi, depuis 1880, la Terre s'est réchauffée de 1,2°C. En 1964 et 1992, elle avait déjà pris 0,3° et 0,6° respectivement. En continuant sur cette lancée, nous aurons 2° en 2042 et plus de 8° à la fin du siècle. Cela est impensable. Notre civilisation se sera écroulée bien avant.

Pour limiter l'échauffement à 2° – la valeur au-delà de laquelle les conséquences sont estimées comme insupportables – nous avons encore le « droit » de déverser 1330 Gt (Gigatonne) de CO₂ dans l'atmosphère, tout compris. Ceci est le budget-climat dont dispose l'humanité tout entière. C'est notre bien commun. Il est petit. Pourtant chacun peut y puiser à sa guise ; les pays riches ne s'en privent pas.

Actuellement, nous consommons annuellement plus de 40 Gt du budget restant. À ce rythme il sera épuisé vers 2042.

L'humanité se trouve ainsi face à un problème inédit de gouvernance. Le résoudre est urgent et vital. On sait ce qui doit être fait, mais politiquement, nous ne sommes ni équipés ni exercés pour le faire.

Pas tout à fait. Le 16 mars de cette année, face au problème du virus, urgent et grave – il s'agissait aussi de vies humaines, mais notre civilisation n'était pas directement menacée – notre gouvernement – comme bien d'autres – a pris des mesures qui étaient impensables une semaine plus tôt. C'est un espoir pour la crise de la durabilité et du climat.

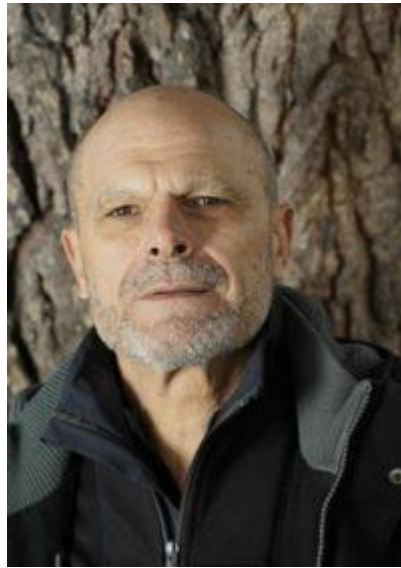
Pour cette dernière, les mesures à prendre sont inscrites dans les faits, la nécessité et la sagesse. En particulier, il faut :

- Introduire très vite un système de rationnement universel du budget CO₂.

- Pondérer ce rationnement de manière à ce que les pays riches et développés qui ont déjà tellement creusé dans le budget montrent le chemin et fassent le gros de l'effort initial.
- On aimerait aussi que le rationnement soit pondéré au niveau individuel. Par exemple, prendre connaissance du monde est une richesse que l'on n'aimerait pas sacrifier. Ainsi, chacun – s'il ne l'a pas déjà épuisé – pourrait recevoir un « quota-avion ».
- Créer un organe mondial de gouvernance. L'ONU pourrait-elle être activée à cette tâche ? On peut en douter. La proposition des mouvements de jeunes pour un « parlement du climat et de la durabilité » me semble bien plus prometteuse. Je rêve qu'elle débouche sur un nouveau Rio, qui cette fois emporterait le monde dans un courant salvateur. Le choc du 16 mars y contribuera peut-être.
- Dans la foulée, on fera ce qu'il faut pour sauver la biodiversité et assurer un avenir durable.

Ainsi, nous étant donné les moyens de gagner la bataille du budget-climat, nous serons en bonne position pour cultiver sans retenue le budget-bonheur. Celui-ci n'est pas limité.

Sergio Ferrari



UNE AUTRE SOLIDARITÉ POUR UNE AUTRE PLANÈTE

Les retombées de ce traumatisme sociétal que nous vivons actuellement sont difficiles à prévoir. Ses conséquences, comme toute crise profonde de l'humanité, laisseront des traces profondes sur les individus, les communautés, les nations, sur la planète entière. La SOLIDARITÉ sera également impactée par les effets de ce que nous avons vécu en 2020, de plus traversée par de multiples comportements contradictoires.

Partout, des manifestations intenses de solidarité interpersonnelle très actives se sont déroulées. Quelques exemples. Des voisins de quartier se sont découverts. De nombreux jeunes ont aidé des personnes âgées, confinées parce que "à risque". Des artistes populaires ont soutenu leurs pairs en utilisant tous les moyens à leur disposition, y compris les technologies virtuelles.

Certaines actions étaient plus larges et organisées, comme la distribution de paniers de nourriture de base, à Genève et ailleurs. Ou plus "politisées", comme la distribution de céréales de base par les militants du Mouvement des Sans Terre (MST) au Brésil, en soutien aux habitants précaires des bidonvilles de nombreux centres urbains.

Cependant, tout cet exercice s'est déroulé dans le cadre d'un repli profond de la société sur elle-même, d'un enfermement paralysant, de manifestations politico-sociales annulées ou retardées. Et, de plus, dans le cadre d'un renforcement du concept d'État-nation, les frontières ont été réactivées ou renforcées, presque sans exception au niveau planétaire. Très peu des gestes de solidarité internationale intégrés dans la coopération officielle entre nations, comme les brigades médicales cubaines dans une vingtaine de pays, ont été exceptionnels.

REPENSER LA SOLIDARITÉ

Dans le contexte international, la SOLIDARITÉ SOCIALE constitue l'un des biens publics les plus précieux de l'humanité. Elle implique de penser et d'agir au service de "l'autre", qui peut se trouver à des centaines ou des milliers de kilomètres. Elle va bien au-delà des schémas formels de coopération internationale, qu'ils soient humanitaires ou techniques. Elle ne se limite pas aux intérêts stratégiques des relations entre États. Elle ne cherche pas à privilégier son propre point de vue à

travers le prisme culturel de la supériorité. **Elle décourage l'imposition et parie sur l'écoute et le partage entre acteurs égaux de cet exercice humain.**

Plus que jamais, après l'impact dévastateur de cette pandémie, il faudra redéfinir une véritable SOLIDARITÉ SOCIALE INTERNATIONALE, dans le cadre de la multitude des acteurs sociaux.

Réinventer la solidarité du futur signifie :

- Mondialiser l'exercice. Regarder le monde à travers le prisme d'une seule Terre-Mère, à partir d'expériences locales et de conceptualisations globales.
- Concevoir la solidarité comme un exercice commun pour entreprendre, ensemble, la définition et la construction d'un autre monde possible.
- Parvenir à un consensus sur la pratique des acteurs sociaux progressistes – dans la perspective de changements systémiques radicaux – sans distinction de pays, d'hémisphères ou de latitudes. Nous découvrir à partir du désir commun de construire ce monde futur différent en remettant en question le paradigme néo-libéral, machiste, patriarcal, xénophobe, militariste et autoritaire dominant actuel.
- Remettre en question les formes de coopération paternalistes qui cherchent seulement à obtenir des avantages économiques. Dans un monde véritablement juste et équitable, l'objectif principal de la coopération internationale devrait être sa propre disparition.
- Construire une solidarité où l'horizontalité prévaut. Cela n'admet ni les transferts technologiques, ni les impositions idéologico-culturelles. Cela sous-entend que nous pouvons et devons tous apporter notre contribution. Que chacun d'entre nous, acteurs, mouvements sociaux, de n'importe quelle partie de la planète, peut et doit contribuer horizontalement.

Nago Humbert



LA COOPERATION INTERNATIONALE ET L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

L'aide au développement, héritage presque exclusif des églises chrétiennes dans les siècles passés, puis de la Croix Rouge au 19ème siècle, avant que les Etats la développent, était basée sur la charité et la neutralité et sur une relation "sauveur-victime". La philosophe Hanna Arendt a beaucoup travaillé sur cette notion de victime et sur le lien entre pitié et terreur, mettant en évidence le fait que la première peut facilement entraîner la seconde. Que n'a-t-on pas fait au nom de la "démensure de la bonté". Envahir l'Irak par exemple ou bombarder Belgrade dans une intervention militaire dite "humanitaire"!

Cette notion de victime est d'ailleurs souvent à la base des actions dites humanitaires, elle ne cesse de nous interroger quant au poids qui lui est réservé dans les décisions d'intervenir ici plutôt que là. Être victime, c'est subir les événements. C'est la notion de passivité associée au mot victime qui permet à certains d'avoir du pouvoir sur elle. L'acte d'aide ou humanitaire devrait au contraire, en premier lieu, redonner à la victime pouvoir et dignité. Pour nous, cela représente la transformation d'un concept éminemment respectable hérité de nos sociétés judéo-chrétiennes, *la charité*, en un concept qui devrait guider l'aide au développement, *la justice et le respect des droits humains*. On se penche sur les pauvres et les victimes, alors qu'on devrait les aider à se redresser afin qu'ils puissent nous regarder en face, d'égal à égal, et devenir acteurs de leur propre destin. Faire de la victime un partenaire et ne pas l'installer dans une relation de dépendance, qui n'est pas sans rappeler l'attitude coloniale des pays du Nord vis-à-vis de ceux du Sud, dans une dynamique de justice et d'autonomisation et non de compassion et de charité.

Lorsque les bailleurs choisissent les victimes

Nous sommes plus qu'inquiets de constater, depuis des années, les tentatives constantes de réduction des budgets de l'aide au développement, par le Conseil Fédéral, sous la pression de la majorité de droite du Conseil national, qui dans une incohérence idéologique prône, pour certains conseillers nationaux, la théorie qu'il faut aider les populations défavorisées dans leur pays pour qu'elles ne viennent pas chez nous et dans le même temps demandent de réduire le budget de l'aide au

développement. Alors que la Suède consacre 1,01% du PNB ou le Danemark 0,7%, un taux minimum qu'un pays aussi riche que la Suisse devait consacrer à l'aide au développement, il est chez nous d'un misérable 0,44% en 2019, en dessous de la moyenne européenne. Ce taux de 0,7% du PNB qui devrait être consacré à l'APD (aide publique au développement) a été proposé en octobre 1970 par l'assemblée générale de l'ONU. Un demi-siècle plus tard, non seulement la Suisse ne progresse pas vers cet objectif minimum, mais au contraire, elle régresse depuis quelques années.

Nous sommes également interpellés par le message envoyé par le ministre des affaires étrangères sur la nouvelle philosophie de la coopération internationale basée sur le concept : *” la coopération internationale doit servir d'abord les intérêts de la Suisse et participer au contrôle de l'immigration venant des pays en développement ”*. Une manière particulière d'envisager la notion d'aide puisque d'après cette philosophie, celle-ci doit d'abord profiter à celui qui l'octroie. Nous nous opposons dans cette logique à une certaine privatisation de l'aide publique puisque d'après Public Eye, l'aide aux pays en développement passant par des entreprises privées serait, si le parlement accepte cette nouvelle conception, de l'ordre d'environ 500 millions de francs. Ce virage a été symboliquement illustré, lorsque notre ministre, lors d'un voyage en Zambie, a privilégié la visite d'une mine de cuivre, appartenant au très controversé groupe zougais Glencore, à la visite d'un projet financé par la DDC.

Alors que l'aide, ontologiquement, devrait répondre en premier lieu au besoin d'une population. Nous déplorons également le recentrage des pays bénéficiaires dont le choix aléatoire ne repose sur aucune base logique et notamment, la décision d'abandonner le continent sud-américain.

Propositions :

- Que le gouvernement suisse consacre au minimum le 0,7% du PNB pour l'aide au développement.
- Que l'aide soit basée sur les besoins des populations.
- Que les bénéficiaires soient considérés comme des partenaires dans le choix et la gestion des projets financés par la Confédération.
- Que l'action humanitaire ne soit pas privilégiée par rapport à l'aide au développement.
- Que le gouvernement abandonne son projet de privatisation d'une partie de l'APD.
- Nous soutenons l'initiative pour des multinationales responsables.

Amanda Ioset



S'ORGANISER POUR PROTEGER LES PEUPLES, PAS LES PROFITS

« La Suisse est un pays riche. Nous ne laisserons personne de côté », déclarait la présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga au moment où la pandémie de covid-19 frappait durement la Suisse. Les grosses entreprises, c'est sûr, ont été généreusement soutenues par l'État – le libre marché est vite mis entre parenthèses quand il s'agit de sauver les profits. On découvre aujourd'hui à quel point certaines entreprises ont abusé des aides d'États pour continuer à enrichir leurs actionnaires pendant la crise sanitaire tout en licenciant leurs employés.

Le capitalisme, plongé depuis des décennies dans une crise économique structurelle, n'a pas fait le poids face à la pandémie. La crise économique dans laquelle nous sommes plongés va être profonde, et les premiers qui en subissent les effets sont les classes populaires et travailleuses. Inacceptable, alors que ce sont ces mêmes travailleurs qui ont été au front pendant toute la pandémie.

Nos amis étrangers (requérants d'asile, travailleurs immigrés, sans-papiers) sont particulièrement touchés à différents niveaux : juridique, économique, sanitaire et social. Au point que certains voient même leurs moyens d'existence menacés.

Alors que le covid-19 atteignait son pic en Suisse, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) continuait à organiser des auditions d'asile, mettant en danger la santé et la vie de tous les acteurs impliqués (requérants, juristes, interprètes, fonctionnaire, procès-verbaliste). Le Conseil fédéral prenait même une décision anticonstitutionnelle, encore en vigueur aujourd'hui : les auditions peuvent avoir lieu en l'absence du représentant juridique, si celui-ci est empêché de participer en raison du virus. Dans de nombreux centres d'asile, les conditions de vie sont si mauvaises que les mesures préconisées par l'OFPS n'ont tout simplement pas pu être respectées.

Les travailleurs sans-papiers ont quant à eux perdu leur emploi. Privés de leur droit au chômage ou à l'aide sociale, ils n'ont été soutenus que par leurs proches et les associations de soutien, qui ont réussi à lever des fonds importants, mais insuffisants pour tenir sur le long terme. Il n'est pas encore trop tard pour que les autorités fédérales procèdent à des régulations comme l'ont fait le Portugal et l'Italie. La santé publique doit primer sur l'application d'une politique migratoire et d'asile restrictive.

N'oublions pas les dizaines de milliers de réfugiés bloqués aux frontières de l'Europe. Dans les camps des îles grecques, ils sont presque 40'000 dans des

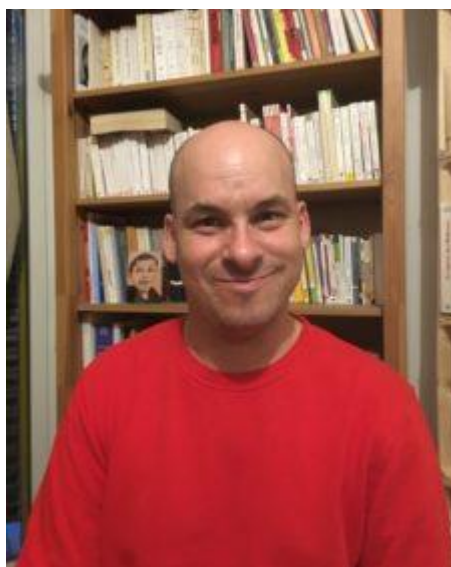
structures prévues pour quelques milliers. Les autorités suisses font la sourde oreille face aux appels des associations qui demandent l'évacuation des camps et l'accueil des réfugiés. Pire : alors que le SEM s'est bruyamment engagé à accueillir quelques dizaines de mineurs non accompagnés dont un membre de la famille se trouve en Suisse (ce qui n'a absolument rien de solidaire ni d'humanitaire, mais correspond simplement à une obligation de la Suisse selon le règlement Dublin), Mario Gattiker et ses collaborateurs mettent systématiquement des bâtons dans les roues pour compliquer ces regroupements familiaux.

Pour une politique d'asile et migratoire sensée, les autorités suisses devraient au minimum :

- Participer immédiatement à l'évacuation des camps des îles grecques en accueillant les réfugiés qui s'y trouvent ;
- Mettre un terme à toute participation au projet d'Europe forteresse, ce qui implique la cessation de toute collaboration avec l'agence Frontex et la sortie des accords de Schengen et Dublin ;
- La régularisation de tous les étrangers présents sur le territoire suisse depuis 3 ans ;
- L'annulation de l'ordonnance covid-19 asile, anticonstitutionnelle, et une vraie protection des requérants d'asile dans les centres et dans la procédure ;
- La fin du régime inhumain de l'aide d'urgence.

La crise sanitaire et économique actuelle nous révèle pourtant une chose importante. Toutes les revendications, toutes les pétitions, les appels et les manifestes ne sont pas suffisants. Les autorités ne nous écoutent pas, car elles sont au service du projet des multinationales et des classes dominantes. La clé, c'est de s'organiser pour la lutte. Seule une force politique et sociale progressiste, organisée et mobilisée pourra rendre possible la transformation dont l'humanité a besoin.

Alexandre Jollien



INAUGURER UN AUTRE MODE DE VIE, PLUS GENEREUX, PLUS SOLIDAIRE

Privilégiés, certains ont pu voir le confinement comme une période presque bénie. Enfin la pression baissait et il était permis de cesser de courir comme des dératés, nous pouvions retrouver nos familles et le repos, l'intériorité. Pour un temps, le recueillement n'était plus nécessairement perçu comme suspect, non-rentable, louche. Aujourd'hui, il faut aller de l'avant et promouvoir le bien commun. Comme sortir de ce débat qui oppose les tenants du tout économique et les défenseurs d'une santé pour tous ? Assurément, le moment est trop critique pour que des clans ferraillent les uns contre les autres. Le bien commun, la survie de beaucoup, de tous au fond, dépendent d'un dialogue constructif, ouvert, qui ose remettre en doute des structures délétères, sources d'inégalités et d'injustices toujours plus grandes. Il aura suffi d'une bête sauvage qui croise le chemin d'un homme dans un obscur marché d'Asie pour que des milliers de personnes meurent et d'autres plus nombreuses encore se retrouvent jetées dans la misère. Que retenir de cette période ? Mieux, comment agir, retrousser nos manches, poser des actes après cette remise en question radicale de nos systèmes de valeur ?

Le bouddhisme évoque la notion d'interdépendance. Tout est lié et vouloir faire bande à part, se couper des autres, se retrancher du corps social, c'est fonctionner comme une cellule cancéreuse. Le coronavirus qui colonise, assoiffé de nouveaux territoires, mû par son seul intérêt quitte à bouffer l'hôte qui l'abrite, en est une illustration ô combien éloquente. L'occasion nous est offerte de revisiter, d'inaugurer des projets collectifs, d'incarner dans le quotidien des solidarités partagées et concrètes.

Ci-dessous, quelques pistes, nourriture à la réflexion et à l'action :

1. Comment s'extraire de cette quarantaine sans repartir comme en quarante, si l'on ne change pas le logiciel, les doctrines, les valeurs qui forment la doxa en excitant un certain individualisme galopant ? En un mot, si nous ne nous convertissons pas, si

nous ne nous ouvrons pas... nous courons droit dans le mur ! Mais comment pénétrer dans une conscience sans tourner à la dictature, à l'endoctrinement, au lavage de cerveau ? Par quels moyens sensibiliser, inviter tout un chacun à s'interroger sur les écrasants standards qui peuvent nous façonner, sur ce mode de vie qui peut devenir si aliénant et mettre bien du monde sur la touche ? Comment contrecarrer cette course à un bonheur pépère dans son coin et nuancer le matérialisme actuel qui récupère tout ? Même le bonheur, la spiritualité ont tendance à devenir des marchandises, des denrées commerciales d'où la nécessité de trouver des parrains, des ambassadeurs, des porte-paroles pour véhiculer un message alternatif. A qui prêtons-nous aujourd'hui l'oreille ? Aux intellectuels, aux artistes, aux sportifs,... Qui a la possibilité de toucher les cœurs, de réveiller les esprits critiques et de défendre une réelle solidarité ? Comment susciter un contre-courant d'envergure, constructif, promoteur des égalités ?

2. Avec l'individualisme pourrait s'éteindre le désir d'un projet collectif. La mentalité de thuya gagne du terrain et secrète une sorte d'indifférence mondialisée. Connaissons-nous encore nos voisins de palier, les gens du quartier ? S'il est déraisonnable d'opposer l'aide que l'on apporte aux locaux et celle que l'on partage avec des pays étrangers, il faut promouvoir les deux. D'ailleurs, on aide un être humain, pas une nationalité. On épaulé une singularité, pas des étiquettes. Comment revisiter le lien alors que tout semble désormais se payer ? Comment oser la gratuité, une entraide sur le long terme concrète, sans se substituer à la responsabilité des états, qui – la crise si besoin était nous l'a montré – doivent être engagés aux côtés des minorités, œuvrer à la justice sociale, redistribuer des richesses ? Comment ancrer dans notre société des valeurs solidaires à tous les niveaux ?
3. L'homme et la femme ont une dignité inaliénable. De toutes parts guette le danger de réifier un être humain. La culture, l'école ont aussi pour vocation de briser les déterminismes, de nous aider à tenir debout et à nous opposer à tout ce qui s'apparenterait de près ou de loin à la barbarie. Que crée notre système éducatif ? Des consommateurs, des serviteurs du système en place ? Nos élèves sont-ils suffisamment sensibilisés à l'autre, aux marginalités, aux enjeux sociaux, à une solidarité ? Prennent-ils conscience des enjeux climatiques, se sentent-ils véritablement en lien avec la grande famille humaine ? Bien sûr, l'éducation n'est pas là pour fournir un kit de croyances, une vulgate mais précisément, qu'est-ce que former aujourd'hui ? Qu'est-ce que grandir dans notre monde ? Quels outils transmettre aux jeunes générations pour que le cynisme, le « moi d'abord » soient

mis en doute ? L'être humain est décidément plus vaste que son petit moi. Il faut tout mettre en œuvre pour passer du « je » à un « nous » qui intègre, accueille, donne les chances à chacun de jouir d'une liberté et d'un bonheur, de se sentir lié aux autres en un don perpétuel.

4. La crise que nous traversons a permis à Jeff Bezos (Amazon) d'accroître sa fortune de 30%. Devant une réalité sociale qui creuse chaque jour davantage les inégalités, il est urgent de donner aux Etats des outils concrets pour assurer une redistribution des richesses. Concrètement, on peut se demander si le pouvoir détenu par les grandes multinationales est compatible avec les valeurs démocratiques. Plusieurs plaies menacent ces valeurs : le populisme, les lobbies, la mésinformation, les idéologies, la logique du seul profit. Comment redonner un nouveau souffle à nos régimes politiques pour qu'ils deviennent le berceau d'une société plus juste, plus équitable et plus solidaire ? Bien sûr, il ne s'agit pas de désigner des boucs-émissaires, de pointer du doigt, d'accuser par exemple les riches mais toujours de réaliser ensemble le bien commun et d'éveiller les consciences, les responsabilités de chacun. Nietzsche, dans un tout autre contexte, parlait de l'Etat « comme le plus froid de tous les monstres froids ». Aujourd'hui, il est plus que prioritaire de donner aux Etats les moyens de devenir solidaires, humanistes, généreux, libres, ouverts, collaborant les uns avec les autres pour qu'ils s'engagent pleinement à faire respecter sans conditions la dignité de la vie, pour que les injustices soient corrigées et pour qu'ils se fassent résolument les avocats de valeurs philanthropiques qui doivent réguler la voracité de certaines multinationales.

Il y a des piliers sur lesquels se fonde toute société solidaire : une éducation qui forme des esprits libres et qui contrecarre les inégalités, un système de santé qui n'exclue personne, une sécurité sociale qui n'abandonne aucun membre de la communauté. Il s'agit de s'engager tous, citoyens comme états, en un projet collectif : lutter contre la précarité, la solitude, la stigmatisation, bâtir une société fraternelle, vivante et dynamique.

Pierre-Yves Maillard



LA JEUNESSE, NOTRE ALLIÉE ET NOTRE RESSOURCE

Cela devrait être une évidence, mais cette pandémie me l'a fait sauter aux yeux. L'enjeu, la solution, la ressource, c'est la jeunesse. En plein confinement, un match de foot dit « sauvage » dans un quartier populaire de Lausanne, une virée à vélo dans les rues de Genève nous ont rappelé bruyamment son existence. Puis, les manifestations contre le racisme confirment sa capacité de mobilisation. Les risques et la loi sont bien sûr rappelés par les autorités, mais retenons que se sont aussi exprimées à cette occasion la vitalité, la joie et la force de s'unir, de résister au quotidien qui s'assombrit.

Bien sûr, des infractions sont faites à un droit d'urgence, dont le Conseil fédéral disait lui-même lors de son introduction qu'il était censé évoluer chaque semaine, voire plusieurs fois par semaine. Et de fait, ce qui était illégal ne l'est rapidement plus. Ces actes ont précédé la loi de peu, à un moment où le risque pour soi et pour autrui était devenu très faible. Auparavant, cette jeunesse a remarquablement fait passer ses intérêts, son besoin de se former, de découvrir la vie et le monde après le souci de la santé de nos aînés et des personnes particulièrement à risque.

L'apathie, la dépendance morbide aux écrans, la peur ne sont pas une fatalité si les jeunes ont le besoin et la force de se mettre ensemble. Sans doute, en l'occurrence, le foot aura moins bonne presse que le cyclisme citadin et écolo. Mais on sait depuis longtemps à quel point les milieux populaires se sont emparés de ce sport pour affirmer leur réalité et gagner un droit au plaisir et au rêve.

La moitié des pays sur notre planète ont une population qui régresse. Sauf en Afrique encore pour quelques temps, la population vieillit et ne se renouvelle pas. Ce phénomène semble presque aussi irréversible que le réchauffement climatique. Il lui apportera d'ailleurs sans doute une forme de réponse, qui charriera quelques autres enjeux. Mais en attendant, nous aurons à gérer des systèmes de retraite en crise et des dépenses de santé en hausse soutenue – Cette inflation du coût sanitaire ira d'ailleurs avec une aversion aux risques et une attention de plus en plus obsessionnelle aux enjeux de santé publique.

Face à ces enjeux, il faudra des générations nouvelles énergiques, solidaires et formées. Et chaque jeune sur la planète que notre société laissera de côté représentera non seulement un coût social supplémentaire, mais une ressource sociale galvaudée.

En Suisse, un jeune de 18 ans qui n'a pas trouvé de place d'apprentissage ou de formation coûte directement 25 000 francs par an de prestations d'aide sociale. Si on ajoute les coûts de santé qui s'accumuleront, on peut sans risque de se tromper estimer qu'entre 18 et 25 ans, un jeune laissé sans solution à la sortie de l'école représente un coût global de près de 200 000 francs. Mais ce n'est pas le plus grave. Ce jeune manquera cruellement à notre société pour lui permettre d'affronter les défis de son vieillissement. Pire encore, la désinsertion a une fâcheuse tendance à se reproduire de génération en génération. Nous ajouterons ainsi, faut d'avoir su investir au bon moment pour la nouvelle génération de la dépendance à la dépendance, au lieu de nous appuyer sur la force de cette jeunesse pour affronter l'avenir.

Il faut donc créer et concrétiser en Suisse et partout dans le monde deux droits fondamentaux : le droit à la formation professionnelle et le droit à un premier emploi.

Dans le canton de Vaud, nous avons expérimenté des stratégies de sortie de l'aide sociale vers la formation professionnelle, dans le cadre d'un programme nommé Forjad, qui a permis de donner l'accès à une formation à près de 5000 jeunes qui n'en avait pas trouvé au sortir de la scolarité. Ce programme a montré que ces jeunes désinsérés, avec un peu d'appui au début de leur formation, obtiennent rapidement des résultats équivalents à ceux des autres jeunes. Il n'y a donc aucune raison objective de penser qu'un jeune n'a pas en lui les ressources qui lui permettent d'accéder à une formation professionnelle ou académique qualifiante, de même que nous avons admis il y a longtemps qu'il n'y aucune raison de penser que des jeunes pourraient ne pas profiter de l'école élémentaire.

Puis, il faut garantir l'accès au premier emploi. Nous sommes entrés dans une période de l'histoire où l'Etat et les assurances sociales tiennent à bout de bras l'économie, probablement pour encore un certain temps. C'est le moment d'exiger des employeurs du secteur privé et des services publics de s'organiser ensemble pour assurer à tout jeune qui sort de formation l'accès à une première expérience professionnelle. Ce n'est pas une mesure sociale. Ce n'est pas de la générosité. C'est juste un calcul lucide et rationnel. De l'insertion de ce jeune, de son imagination, de son engagement professionnel, mais aussi politique, syndical, associatif dépendent l'avenir d'une société, pas très loin de basculer, si elle ne fait pas les bons choix, vers des décennies misérables.

Il n'y a pas de fatalité. L'espoir, la joie de vivre, le rêve sont encore là, tout près de nous. Ils existent dans le cœur des jeunes qui ont envie de vivre, d'inventer et de créer. Faisons alliance avec eux, l'alliance la plus ancienne et la plus fructueuse, celle qu'ont faite toutes les sociétés avant la nôtre. Cette alliance exige que les anciens accueillent et forment tous leurs jeunes, pour ensuite pouvoir compter sur eux.

Anne Papilloud



La crise due à la pandémie COVID 19 a mis en lumière la fragilité et la précarité qui est la norme dans la culture. Si la richesse de notre production culturelle est largement reconnue, aussi bien par le public que les « expert.e.s », elle est le fruit d'immenses sacrifices de la part de ceux et celles qui contribuent à la rendre possible.

Ce n'est un mystère pour personne, une grande partie du travail artistique n'est pas rémunéré. Des mouvements récents, comme les revendications des écrivain.e.s ou plasticien.ne.s pour qu'ils soient payés lorsqu'ils effectuent une prestation, ont permis de remettre en question une conception dépassée du travail artistique : les artistes (et tous les métiers artistiques qui permettent la production culturelle) sont en effet des travailleur.e.s (presque) comme les autres.

On est passé en quelques générations de la célébration d'une passion qui vaut toutes les misères sociales (*La Bohème*[1]) à celle de la revendication de droits identiques à ceux des autres travailleur.e.s. Par ailleurs, le processus d'inscription des formations artistiques dans les Hautes Ecoles n'a pas entraîné de changement majeur dans les profils des diplômé.e.s, et les enquêtes faites dans différents pays montrent une tendance importante à une reproduction sociale.

Comment sortir le monde de la culture de la précarité et aller vers les changements auxquels nous aspirons ? Comment promouvoir les échanges interculturels et les circuits courts ? Comment mieux tenir compte d'enjeux sociétaux, comme la crise climatique, les questions de genre, des « minorités visibles » ou encore des LGBTQIA ? Ces questions commencent à émerger et cette crise est sans doute aussi l'occasion d'encourager les changements nécessaires. Les solutions ne seront pas les mêmes dans tous les secteurs tant les réalités des conditions de travail, des soutiens financiers, les façons dont la production culturelle est faite, sont différentes. Mais il est urgent de changer.

Quelques pistes pour une reprise porteuse d'espoir :

Ecouter les professionnel.le.s. Dans le secteur culturel il est habituel de penser que les politiques culturelles, les politiques publiques, peuvent être pensées sans consulter ceux et celles qui en sont les acteur.e.s. Alors que les professionnel.le.s de la culture sont une ressource inestimable pour imaginer d'autres façon de fonctionner. A de rares occasions des « assises » sont organisées. D'un côté, on ne cesse de vanter la capacité du secteur culturel à se réinventer, sa « résilience », de l'autre, personne ne songe vraiment à le consulter sur les pistes pour réinventer l'avenir de la culture en Suisse. Il est temps que cela change et que les pouvoirs publics considèrent que les professionnel.le.s, et leurs associations quand elles existent, ne peuvent pas être ignorés.

Prendre en compte les enjeux climatiques. La politique culturelle privilégie encore souvent le fait de faire « rayonner » à l'étranger. Aller à la rencontre des « non publics » est aussi important que de faire rayonner le nom d'une ville dans une capitale étrangère. Il ne s'agit pas d'un geste de repli sur soi ou de frilosité. Il s'agit simplement de ne pas avoir comme seul horizon *l'ailleurs*, comme une espèce de parisianisme désuet. Changer de modèles permettra aussi de prendre mieux en compte les enjeux climatiques afin de développer de nouvelles pratiques pour permettre à la culture de devenir véritablement éco-responsable. Les acteur.e.s culturels ont développé une charte qui vise à une prise en compte, dès le processus de création et tout au long de la vie d'un projet (jusqu'aux questions de diffusion), du bilan carbone de toutes leurs œuvres et créations artistiques.

Payer le travail effectué. L'offre culturelle abondante et de qualité qui nous est offerte est en grande partie financée par les professionnel.le.s eux-mêmes. En étant forcés d'accepter, faute de mieux, de travailler une partie importante de leur temps sans être rétribués, pour avoir ensuite une chance de pouvoir développer des projets financés, ils sont toutes et tous en proie à la précarité et peu couverts en matière d'assurances sociales. Dans un rapport qui date de plus de 10 ans, la Confédération reconnaissait que la couverture sociale des acteur.e.s culturels était insuffisante et cherchait des pistes du côté des assurances sociales. C'est louable, mais tant que le revenu tiré de l'activité professionnelle restera aussi bas qu'aujourd'hui toutes les tentatives d'amélioration seront vaines. On l'a bien vu avec la situation des indépendant.e.s par rapport aux allocations perte de gain durant cette crise ! Il faut que les subventionneur.e.s soutiennent les revendications des milieux culturels : il faut payer le travail, y compris le travail de recherche et de création, et le faire à des salaires corrects. Aujourd'hui la plupart des professionnel.le.s de la culture font partie des 10% des travailleur.e.s avec les plus bas salaires. Il faut aussi développer les contrats de confiance et les rendre plus pérennes, pour permettre aux artistes de travailler hors du court terme perpétuel.

Soutenir les cultures et pas la culture. Aujourd'hui la façon dont les subventions sont réparties a peu varié alors que les publics et l'offre culturelle ont, eux, énormément changé. Les musiques actuelles sont beaucoup moins soutenues que l'art lyrique, la danse contemporaine que le ballet, les lieux de création que les grandes maisons historiques. Il n'est pas question de jouer la concurrence entre les lieux ou les disciplines, au contraire ! Il faut dire que les nouveaux publics, ou que la culture non institutionnelle, doivent pouvoir bénéficier de soutiens à la hauteur de la culture patrimoniale. Les amateur.e.s de rap ont les mêmes droit que ceux et celles qui aiment *La Tosca* ! Ce n'est qu'à ces conditions que la volonté affirmée par les

autorités de faire de la participation culturelle « un objectif prioritaire de la politique culturelle » pourra être réalisée. Des pistes existent aussi pour permettre à une culture « alternative » d'être soutenue, hors des réseaux traditionnels. Certains gouvernements étudient, par exemple, la possibilité d'offrir des « chèques culture » qui permettent à chaque public de choisir librement comment il souhaite les utiliser. Les acteur.e.s culturels sont désireux de participer à l'élaboration du paysage culturel de demain. Ils ont des propositions à faire valoir pour une culture durable, locale, ouverte, inclusive, joyeuse et porteuse d'espoir.

[1] *La bohème*, Paroles de Jacques PLANTE, Musique de Charles AZNAVOUR

Philippe Roch



NOUS RECONCILIER AVEC LA TERRE

Pendant la plus longue partie de son existence la communauté humaine a vécu en pleine conscience de son appartenance à une Nature immense qu'elle utilisait avec mesure et respectait comme sa propre famille. En se hissant au-dessus de cette Nature qu'elle entendit maîtriser par la raison, la science et de puissantes techniques l'humanité s'est coupée de sa principale source d'émerveillement. En réduisant la Nature en objet sans âme à exploiter sans limite elle en a perturbé les équilibres millénaires qui avaient présidé à l'apparition de la vie, à son évolution et sa diversification en millions d'espèces. C'est l'intégrité de la Nature qui assure le bon fonctionnement des services écosystémiques dont dépendent notre prospérité et même notre survie; ce sont en effet les écosystèmes qui recueillent, filtrent et redistribuent des kilomètres cubes d'eau douce, régénèrent l'air, absorbent et recyclent nos déchets, produisent des quantités gigantesques de biomasse et stabilisent le climat. En perturbant les grands cycles écologiques nous avons ouvert des brèches dans une Nature autrefois complète, cohérente et résiliente. Ce sont ces fissures qui ont permis la propagation rapide d'un nouveau virus. L'effondrement de la biodiversité, les atteintes aux écosystèmes et les changements climatiques nous promettent bien d'autres mauvaises surprises de ce genre qui multiplieront les catastrophes dites naturelles bien qu'elles soient provoquées par les comportements humains.

En voulant dominer la Nature nous nous sommes isolés ; nous avons développé une civilisation anthropocentrique et notre psyché autrefois habitée et nourrie par les mystères de la Nature s'est repliée sur elle-même. Le vide émotionnel et spirituel que nous avons créé autour de nous génère une grande anxiété qui nous précipite dans une course aux consommations superficielles toujours insatisfaites. Ce n'est pas d'aller sur la Lune ou sur Mars qui donnera à l'humanité les satisfactions et la paix dont elle a besoin, mais en reprenant notre place sur Terre au milieu de la communauté du Vivant qui nous nourrit de son infinie beauté. Pour nous réconcilier avec la Terre il faut sortir de cet anthropocentrisme et restaurer nos liens profonds, essentiels avec l'infini de la Nature.

Le ralentissement de la vie pendant la pandémie a permis à beaucoup d'entre nous de prendre le temps de porter attention à la Nature et de renouer avec elle une complicité depuis longtemps négligée. La rencontre d'un arbre, une balade au bord d'une rivière ou l'immersion dans une forêt ou un paysage campagnard riche en biodiversité nous ont montré combien la Nature nous fait du bien, nous émerveille, nous calme, nous rassure, nous rééquilibre et nous aide à conserver et recouvrer notre santé physique et mentale. Dans le beau vallon de l'Allondon que j'habite j'ai vu de nombreux enfants découvrir et vivre avec joie une liberté sauvage loin des artifices envahissants de la vie moderne. Ces belles rencontres montrent le chemin d'une réactivation de la plénitude de notre contact avec la Nature en redéployant nos connexions physiques, rationnelles, émotionnelles, artistiques, intuitives et spirituelles avec elle. Il faut tirer les leçons de cette expérience, ralentir, s'arrêter pour retrouver la profondeur et le sens de nos vies qui s'inscrivent dans une relation réciproque avec le Cosmos et tous ses constituants qui forment un tout.

Notre relation à la Nature conditionne notre relation aux autres. Notre anxiété devant un monde vide nous pousse à la consommation, à la compétition qui pille la planète et crée tant d'injustices, de malheur et de pauvreté. En cherchant à être au Monde plutôt que de vouloir le posséder nous serons comblés. La paix retrouvée dans la plénitude de notre être au Monde nous pourrions bâtir une société moins compétitive, plus simple, plus solidaire et plus heureuse. C'est alors tout naturellement que nous ménagerons la Nature et veillerons avec bienveillance sur nos semblables. L'entraide aura remplacé la compétition et la course à l'avoir aura cédé devant l'envie d'être pleinement soi-même en rapport confiant avec les autres et le monde.

Je crains qu'au contraire les souffrances que beaucoup ont endurées à cause des mesures prises pour enrayer la pandémie et la peur de ne pas retrouver l'exact modèle de vie d'avant conduisent à relancer la machine exactement comme avant, avec davantage de puissance encore, préparant ainsi allègrement la prochaine pandémie, une catastrophe humanitaire, l'effondrement de la biodiversité et de douloureux désastres climatiques.

Mais je crains aussi le développement d'idéologies, fussent-elles de couleur verte comme la foi aveugle dans la technologie, la promotion de solutions prétendues écologiques au détriment de la Nature ainsi que le regard accusateur des bien-pensants et la surveillance de chacune et chacun pour s'assurer que son comportement soit conforme à un modèle devenu hégémonique.

Plutôt que de dénoncer ce monde mourant je préfère annoncer un monde nouveau à construire ensemble. Les temps qui ont précédé la pandémie ont vu apparaître les prémisses de changements de civilisation et de ruptures avec la société industrielle de croissance. De plus en plus de penseurs dénoncent la violence d'un monde ravageur et de nombreuses personnes, familles et groupes adoptent des modes de vie plus autonomes et écologiques. Ce sont les premiers balbutiements d'une nouvelle civilisation d'équilibre et d'harmonie avec la Nature. Au moment où les États, les entreprises et les individus sont prêts à se remettre en question et à consentir des financements extraordinaires il est temps de se réconcilier avec la Terre et de prendre les décisions politiques, financières, économiques et personnelles qui nous engagent sur le chemin du monde nouveau, par exemple :

- Privilégier l'éducation à l'émerveillement, au respect, à l'entraide, à l'écologie plutôt que d'armer nos jeunes pour une compétition fratricide ;
- Promouvoir un aménagement du territoire qui préserve suffisamment d'espaces naturels en ville et sur tout le territoire et réaliser un réseau écologique qui assure

une continuité biologique pour les plantes et les animaux et rapproche la Nature des humains ;

- Favoriser une économie du bien commun, une économie circulaire à l'exemple d'une agriculture écologique de proximité.

Je suggère que chacune et chacun d'entre nous, à chaque fois que nous sommes amenés à prendre une décision personnelle, politique ou économique, se pose la question : « parmi les solutions possibles quelle est celle qui contribue le mieux à la préservation de la Nature, aux équilibres écologiques, au bien commun, à la justice entre les humains et à la paix entre les peuples » En choisissant cette solution je deviens actrice, acteur du monde nouveau.

Sergio Rossi



La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a induit une crise économique au plan global, qui révèle les défauts et les faiblesses du système économique contemporain. La globalisation et la financiarisation de ce système ont débuté dans les années 1980. Depuis lors, et de manière croissante, les choix privés et publics ont été caractérisés par une vision marchande et individualiste de notre société. L'intervention publique dans le système économique a par conséquent été considérée comme une entrave à la prétendue «loi» mécanique de l'offre et de la demande, censée assurer l'équilibre sur n'importe quel marché. Aussi bien les travailleurs que l'environnement sont ainsi devenus des ressources à exploiter, pour autant que les acteurs économiques qui les exploitent en paient le prix correspondant. De là, le principe du pollueur-payeur a influencé bien des choix de politique économique, comme la taxe sur le CO₂ ou la mise en place du marché des droits à polluer – à travers lequel il est possible d'acheter des droits à polluer aux acteurs qui les vendent car ils n'utilisent pas la totalité de ceux-ci.

La crise économique éclatée suite à la pandémie du Covid-19 montre que le système économique contemporain n'est pas viable, ne serait-ce parce que l'Etat doit jouer un rôle majeur pour le fonctionnement ordonné de l'ensemble de l'économie. Cela est désormais évident dans le domaine de la santé, mais également sur le marché du travail et pour assurer la rentabilité des activités économiques de toute sorte. Les lacunes du libre marché sont nombreuses, comme la crise économique actuelle l'a mis en lumière une fois de plus. Pour assurer des débouchés aux entreprises, le secteur public doit mettre en œuvre une politique budgétaire anticyclique, à savoir enregistrer des déficits budgétaires dans les périodes de mauvaise conjoncture, pour récolter les recettes fiscales nécessaires à réduire la dette publique dans les périodes de bonne conjoncture à travers le cycle économique.

Or, les mesures adoptées par la Confédération ne sont pas adéquates pour faire face à la crise économique induite par la pandémie et le confinement décidé par les autorités politiques. Ces mesures négligent la demande sur le marché des produits pour se concentrer sur l'offre, qui plus est avec une mesure (le cautionnement des crédits bancaires octroyés aux entreprises) dont l'efficacité est faible, parce

qu'aucune entreprise ne va emprunter si elle ne s'attend pas à écouler la production ainsi réalisée. Il s'agit par ailleurs d'une mesure redoutable lorsque les entreprises empruntent pour placer ces sommes sur les marchés financiers avec l'espoir de gagner ainsi des rentes censées compenser (en partie) les pertes de gain sur le marché des biens et services.

Pour faire face correctement à la crise économique et éviter une grande dépression, il faut adopter d'autres politiques économiques, notamment :

- distribuer à toute personne dont le revenu mensuel disponible est inférieur à 4000 francs des bons d'achat (à dépenser au niveau local) dont le financement peut reposer sur les recettes fiscales récoltées avec un micro-impôt sur le trafic des paiements scripturaux, permettant à tout individu de mener une existence digne et de participer à la vie publique ;

- prélever un impôt sur les gros patrimoines et les revenus élevés, qui ont profité presque de manière exclusive des politiques économiques néo-libérales menées depuis les années 1980 et ont induit la crise financière globale éclatée en 2008 et la pandémie du Covid-19 en 2020 ;

- investir l'argent public dans des activités économiques favorables à l'environnement et qui respectent la dignité des travailleurs, avec l'appui de la banque centrale dont les choix de portefeuille doivent servir l'intérêt général et financer les investissements publics par l'achat des obligations de la Confédération sur le marché primaire.

Les politiques fiscale, budgétaire et monétaire doivent permettre de répondre aux besoins de l'ensemble de la population dans un souci de soutenabilité sociale et environnementale.

Ana Ziegler



PAS DE JUSTICE SOCIALE SANS JUSTICE CLIMATIQUE

Adieu vieux monde !

Il semble clair, en parcourant les médias, et simplement en recueillant les différents et nombreux ressentis autour de soi, que les quelques mois écoulés depuis ce début 2020 ont marqué les esprits et initié de vastes et essentielles discussions.

Le quotidien a subi un brusque chamboulement, les horizons se sont embrumés, incertains, les liens ont dû être réinventés, entretenus et reconsidérés.

Le constat est indéniable : le COVID-19, et l'expérience douloureuse qu'une importante partie de la population en fait, n'est qu'une mise en évidence des profondes failles de notre système. Une certaine dépendance mentale et psychologique à celui-ci a aussi été dévoilée. En effet, en Suisse, comme ailleurs en Occident, la panique a suscité des réactions de consommation effrénées, incontrôlables. On a vu des files d'attente de plusieurs heures devant des grandes enseignes de fast-food ou de fast-fashion à leur réouverture. De nombreux comportements abusifs ont été recensés et signalés, dans des foyers, dans l'espace public. Le nombre des violences sexistes, conjugales, racistes et sociales a effectué un bond inquiétant. La recrudescence de ces excès révèle précisément que leur origine est intimement liée au maintien du système, que ces oppressions systémiques sont aussi institutionnelles et permettent sa pérennité.

Cependant, malgré les circonstances, pour beaucoup précaires, facilitant davantage des réactions apeurées, un sérieux ras-le-bol s'est aussi affirmé : on a tenté par divers moyens de déjouer ce refrain exténuant et destructeur en exprimant une volonté de réinventer, de créer, ensemble. D'autres domaines de nos vies se sont révélés être plus essentiels que l'on ne les avait jaugés ; les liens sociaux, l'intégrité, le partage et la proximité sont devenus incontestablement plus directement essentiels à notre quotidien.

Alors que nos gouvernements, de pair avec nos banques, entreprises et multinationales, n'ont pas attendu de sonder la profusion de demandes d'un changement de paradigme, ils ont déjà commencé à relancer la machine infernale, celle-là même responsable de la crise entamée, en accordant des aides démesurées à des secteurs qui ne sont plus pérennes ni durables.

L'instant est charnière, il est temps de refuser la reproduction des failles systémiques. Se tourner vers l'avenir, penser à long terme et de manière inclusive, ne plus échauffer les turbines au seul profit d'une minorité récupérant les cendres d'un système capitaliste et patriarcal, basé sur l'oppression et l'exploitation de groupes genrés, racisés et sociaux.

Parlons de dignité humaine, des droits et des libertés qui la permettent. Nous nous devons de répondre, face à l'urgence, que ces droits et libertés des entreprises et des banques, d'exploiter les biens et ressources communs, de piller des pays en développement, d'amasser des richesses indécentes pour conserver une hégémonie sur le court-terme, sont totalement incompatibles avec les vrais droits et libertés fondamentaux de la population. Le droit pour nous de vivre dans un pays aux températures viables d'ici 40 ans, le droit pour nous de vivre dans une société pacifiée, dans laquelle la sécurité alimentaire, l'accès à la santé, à un travail décent et respectant notre intégrité sont assurés, le droit pour nous et nos enfants de simplement pouvoir continuer à vivre.

Revendications :

1. Redressement durable des transports : promotion massive des moyens des transports à faibles émissions, des transports publics notamment.
2. Interdiction des engins motorisés privés en ville, préservant également par ce moyen la santé des citoyen.e.s
3. Plan d'action "Bilan net nul" d'émissions pour toutes les entités productrices. L'aide financière aux entreprises en raison de la crise du COVID-19 doit de manière contraignante être liée à des objectifs de réduction des émissions. Les entreprises qui demandent une aide publique doivent s'engager à être neutres sur le plan climatique au plus tard en 2030. Les entreprises doivent présenter un plan quant à la manière d'atteindre cet objectif, sans se reposer sur des mécanismes de compensation qui n'existent pas encore ou qui sont situés à l'étranger.
4. Options de financement vert : une banque ou un fonds climatique géré démocratiquement doit être créé, pour améliorer les instruments de financement des différentes mesures. Cette institution d'investissement peut soit compléter les fonds existants (fonds technologique, aide financière, programme de construction), soit les remplacer. Elle peut investir dans la transformation du système énergétique, la transformation du système de transport, l'amélioration de l'efficacité énergétique et d'autres changements majeurs de la politique climatique, ou accorder des prêts à faible coût de financement.
5. Création d'un Office pour le Travail vert, permettant de soutenir et rediriger les travailleuses et travailleurs dont les emplois ont été supprimés, vers la création de nouveaux, inscrits dans une transformation durable de notre société.
6. Réduction générale du temps de travail à 32h et 4 jours ouvrables par semaine, au même salaire, permettant d'augmenter le taux d'emploi. À plus long terme, une semaine de travail plus courte est à la fois écologiquement et socialement équitable et constitue la base de la transition vers une société qui n'est plus basée sur la croissance.

7. Garantie et sauvegarde d'une agriculture suisse responsable, en la priorisant face à la concurrence déloyale du marché international, en la préservant du couperet des mastodontes de la grande distribution qui s'enrichissent de manière indécente grâce à la marge empochée à la revente, et en lui donnant les moyens nécessaires à une transition en production biologique.
8. Ralentissement drastique de la production animale industrielle, lourdement responsable de production de GES, et également de la création d'un environnement propice à la propagation de virus.
9. Remplacement du PIB par l'IDD. Afin de reconstruire notre économie de manière plus durable après la récession du COVID-19, nous avons besoin d'un indicateur qui puisse nous servir de guide et qui, outre les valeurs purement monétaires, tienne également compte de manière appropriée de l'environnement et des autres besoins humains. La Suisse joue un rôle central dans le développement et l'introduction internationale de l'"Indice de développement durable" (IDD) selon Jason Hickel (2020) comme alternative au PIB. L'objectif est d'établir ce nouvel indicateur comme une mesure décisive de la qualité de vie et de la prospérité au niveau international.

Jean Ziegler



LE CAPITALISME TUE !

I

Durant la première vague européenne de la pandémie du Coronavirus (Covid 19), du 1^{er} mars au 30 mai 2020, deux stratégies propres au capitalisme financier globalisé se sont révélées particulièrement meurtrières : celle du recours à la loi des coûts comparatifs des frais de production et celle de la maximisation des profits. Jusqu'au début du déconfinement en Europe, l'épidémie a fait dans le monde plus de 375 000 morts, dont près de 100 000 aux États-Unis, de 36 000 au Royaume-Uni, plus de 32 000 en Italie, de 28 000 en France, de 26 000 en Espagne et de 23 000 au Brésil. En Europe, les victimes meurent principalement dans les établissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD en France) et dans les hôpitaux.

Le 29 mai 2020 à 14 h, la situation en France était la suivante : 28 714 décès depuis le 1^{er} mars 2020, dont 18 387 à l'hôpital et 10 327 dans les EHPAD. Il n'existe pas de chiffres fiables pour les morts du virus survenus à domicile[1]. En EHPAD, l'agonie des victimes est souvent cruelle. Voici le témoignage de Maya (prénom d'emprunt), aide-soignante dans un EHPAD de Montreuil, dans la banlieue parisienne : « J'ai vu des collègues, faute de masques et de surblouses, refuser d'entrer dans les chambres de malades du Covid. Les résidents sont alors restés sans médicaments et sans manger. Les infirmières n'ont pas non plus voulu aller à leur chevet pour leur prodiguer leur traitement »[2]. Nombre de patients de cet EHPAD ont eu de la peine à se nourrir seuls, sans les aides habituelles. Du moment que la pénurie de masques, de surblouses et de charlottes empêchait les soignants d'approcher les résidents, aux douleurs provoquées par le manque de traitements sont venues s'ajouter les affres de la faim.

II

En Europe, la plupart des hôpitaux ont, avec une rapidité impressionnante, réorganisé leur fonctionnement. Les médecins urgentistes, les infirmières et infirmiers, aides-soignants et aides-soignantes, personnes chargées du nettoyage, ambulanciers hommes et femmes, responsables de la pharmacie, de la logistique ont accompli – et continuent de d'accomplir – un travail absolument admirable, risquant à chaque instant leur santé, se dévouant sans limite aux soins des personnes infectées. Mais dans nombre de centres de réanimation, à partir de la mi-

avril, l'angoisse rôdait : les médecins urgentistes étaient confrontés à une diminution rapide des stocks de médicaments indispensables à la réanimation cardiopulmonaire, notamment des malades intubés et mis en coma artificiel.

Dans nombre de centres, à chaque moment, des médicaments essentiels risquaient de manquer.

Comme beaucoup d'autres pays, l'Allemagne a vécu l'angoisse des médicaments manquants. Début avril, la société multinationale de production pharmaceutique Baxter avertissait le *Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte*[3] qu'elle était temporairement dans l'incapacité de livrer l'Isofluran et le Propofol (utilisés pour la sédation des patients). À ses clients, la société écrivait qu'elle leur demandait « poliment de ne plus effectuer de commandes durant le mois d'avril »[4].

Les principaux médicaments indispensables au traitement par respiration artificielle, notamment par appareil respiratoire et par coma artificiel et intubation, sont fabriqués en Asie. Exemple : le curare synthétique est principalement fabriqué en Inde, les médicaments utilisés par les anesthésistes le sont en Chine et également en Inde.

Afin d'obtenir un profit maximum pour leurs actionnaires, les sociétés multinationales dominant le secteur pharmaceutique ont depuis longtemps délocalisé en Asie une grande partie de leur production.

En Chine, la grève est assimilée à un délit criminel, les syndicats indépendants y sont inconnus, les ouvriers et ouvrières corvéables à merci. Même chose en Inde qui pourtant, sur le papier, est une démocratie. Les salaires y sont, selon les secteurs, de 3 à 5 fois inférieurs à ceux des travailleurs et travailleuses des mêmes secteurs d'Europe occidentale.

Dans des hôpitaux et des cliniques, en Allemagne, Italie, Espagne et Russie, aux États-Unis, au Brésil, combien de malades ont-ils souffert l'enfer, mourant par suffocation dans d'atroces souffrances, à défaut des médicaments nécessaires aux anesthésies et aux réanimations prolongées ? Le public ne le saura pas.

La loi du capitalisme des coûts comparés des frais de production les a tués.

Pour lutter contre la première vague de la pandémie du Covid 19, les États industriels d'Europe, mais aussi les États -Unis, les pays d'Amérique du Sud, la Russie, etc., se sont trouvés totalement dépendants des industries délocalisées en Asie.

III

Venons-en aux masques. Pour lutter contre la pandémie, le port du masque est exigé. Or, l'accès aux masques pour le personnel soignant et, plus généralement, pour les populations européennes, relève de la farce.

Prenons l'exemple de la France.

Le 16 février 2020, Olivier Véran prend ses fonctions de ministre des Solidarités et de la Santé. Quelques jours plus tard, il déclare devant le Sénat : « En 2010, il y avait un stock d'État de masques de 1 milliard. Quand je suis arrivé au ministère, il n'y en avait plus que 150 millions. [...] Du point de vue des masques, nous n'étions pas un pays préparé à une crise sanitaire en raison d'une décision prise il y a neuf ans »[5].

Que s'est-il passé ? La République française, quel que soit le parti au pouvoir, est ravagée par l'idéologie néolibérale.

Il y a dix ans, la réserve stratégique détenue par l'État comptait plus de 1 milliard de masques chirurgicaux et de masques de type FFP-2 (plus filtrants et réservés au personnel soignant). Mais ce stock coûtait cher. De plus, il fallait le renouveler tous les cinq ans. La logique capitaliste imposait aux dirigeants un changement de

stratégie. Les dirigeants ont alors introduit la notion de « flux ». Ils se sont mis à commander des masques à des entreprises chinoises, moyennant des « contrats dormants », activés uniquement en cas de besoin. Résultat : au début de la pandémie et durant toute sa première vague, la France a presque entièrement dépendu pour ses masques des fabricants chinois... et ceux-ci se sont fréquemment trouvés dans l'incapacité de livrer.

IV

Se procurer des masques en Chine constitue pour les acheteurs privés et publics un parcours du combattant. Le marché est chaotique. Il est peuplé de maîtres-chanteurs et d'escrocs. Les États les plus puissants, notamment les États-Unis, recourent aux menaces, au chantage, pour se procurer les précieuses protections jetables, masques, surblouses, charlottes, couvre chaussures, lunettes de protection, etc.

Début 2020, le président Trump a déterré une loi datant de la Deuxième Guerre mondiale, appelée *Defense Protection Act*, permettant au gouvernement de Washington de saisir toute cargaison de biens importants pour la sécurité nationale. Trump en fait un usage intense. Exemple: des acheteurs brésiliens, mandatés par le gouverneur de l'Etat fédéral de Bahia, achètent début mars auprès d'une entreprise chinoise 600 appareils de respiration artificielle de type New Port HT 7-Plus. L'avion-cargo transportant les appareils effectue un arrêt technique à Miami. Le gouvernement américain fait saisir la cargaison.

L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) émet un avertissement mi-mars : elle demande à ses États membres de veiller au respect des règles de transparence et de non-discrimination du commerce international. En vain !

Le détournement de cargaison, la rupture de contrats, les escroqueries, les menaces et les chantages continuent de plus belle. Le Brésil est, après les États-Unis, le pays le plus cruellement frappé par la pandémie. Son ministre de la Santé, Luis Henrique Mandetta, commande en Chine et paie d'avance 200 millions de masques. Mi-mars, les masques sont stockés sur un aéroport chinois dans l'attente de leur livraison via l'Argentine. C'est alors qu'apparaissent dans le ciel 23 avions cargos américains. Les agents qu'ils transportent négocient sur place le détournement de la cargaison pour un prix largement supérieur. L'entrepreneur chinois, y trouvant son compte, rompt aussitôt le contrat passé avec les Brésiliens... et les 200 millions de masques sont embarqués pour les États-Unis.

Le Canada, la France, d'autres États encore dénoncent régulièrement les ruptures de contrats et les détournements de cargaisons de masques et d'autres protections jetables, d'instruments médicaux, d'appareils respiratoires, etc.

Israël a chargé les agents du MOSSAD, son agence de renseignements dédiée aux opérations spéciales, de l'acquisition des masques et autres produits médicaux.

Dans cette guerre commerciale impitoyable, certains États jouissent d'une position avantageuse.

Prenons l'exemple de l'Allemagne. Après une discussion téléphonique avec le président chinois XI Jinping, la chancelière Angela Merkel a obtenu l'installation par la Lufthansa d'un pont aérien entre Shanghai et Francfort. L'Allemagne évite ainsi les risques de rupture de contrats en faveur d'acheteurs plus généreux et de détournement de cargaisons commandées et payées d'avance.

Pour des pays plus pauvres, mais également dépendants de la Chine (ou de l'Inde), la montée constante des prix des médicaments, des appareils respiratoires et des masques constitue une autre catastrophe.

Le type d'appareil de respiration artificielle commandé en Chine par le gouvernement de Bahia coûtait avant la pandémie 700 dollars US. Une cargaison de ces appareils commandée en Chine par le gouvernement italien en avril 2020 était facturée à 25 000 dollars la pièce.

La multiplication exponentielle des commandes, notamment européennes, provoque des impasses de livraison en Chine même. Les matières premières commencent à manquer. De plus, faute d'espace dans les avions cargos, la marchandise reste parfois bloquée durant des semaines sur les aéroports chinois.

La totale dépendance des États européens, américains, africains, à l'égard de la Chine et de l'Inde pour la livraison des moyens de lutte élémentaires et indispensables contre la pandémie est responsable de dizaines de milliers de morts par suffocation.

V

À l'heure où j'écris ces lignes, personne ne sait encore si une deuxième vague épidémique menace les continents. Personne ne connaît réellement le Covid-19, ni ses origines ni son mode de diffusion à moyen et long terme. C'est un tueur masqué. Un assassin inconnu. L'humanité, jusqu'à présent, lui est livrée sans défense. Il n'existe pour s'en prémunir ni vaccin ni traitement.

Mais une chose est certaine. Dans la guerre contre le virus, la stratégie capitaliste est un échec.

Au cours des dernières générations, les oligarchies du capital financier globalisé ont réussi à démanteler, désarmer l'État et à instaurer l'aliénation dans la conscience collective. Face à la pandémie, leur stratégie s'avère meurtrière.

Que faut-il faire ? De toute urgence et avant que le tueur masqué ne revienne en force ? Le rétablissement des droits et devoirs régaliens de l'État dans les secteurs de la santé (et de l'alimentation) est urgent. Le secteur de la santé publique doit être déclaré secteur stratégique au même titre que la défense nationale et la sécurité publique.

Les investissements publics dans ce secteur – recherche, équipements hospitaliers, salaires des personnels soignants, équipements médicaux dans les EHPAD aussi – doivent être augmentés massivement.

Fin de la fermeture d'hôpitaux et fin de la surexploitation des soignants et des soignantes. Fin immédiate de la politique d'austérité, quand elle touche au plus près de la vie humaine. Abolition de la directive de l'Union européenne interdisant un déficit du budget des États membres supérieur à 3%.

Pour mettre un terme à la multi-dépendance du secteur public de la santé et augmenter rapidement les budgets de la recherche médicale et des salaires des soignants, pour financer les équipements hospitaliers, les stocks de masques et de médicaments destinés à sauver des vies, l'État doit accepter de s'endetter.

Je le répète : il faut accepter la montée de la dette souveraine si les investissements dans le secteur sanitaire l'exigent. Il faut « déglobaliser » radicalement ce secteur. Ayant récupéré leur capacité normative, les États doivent forcer les sociétés multinationales de la pharmacie à rapatrier leurs établissements de recherche et de production.

Quelle que soit la protestation inévitable des actionnaires, les États doivent prendre des parts du capital de ces entreprises ou, si nécessaire, procéder à leur nationalisation.

VI

Le Covid-19 pénètre dans les palais comme dans les masures. Il tue les miséreux comme les oligarques. Il ne connaît pas de frontières sûres. Il a obligé 3 milliards d'êtres humains à travers le monde à se confiner chez eux. Il crée l'angoisse, ruine l'économie et sème la mort. Ce qui se passe au-delà des mers concerne directement les Européens. L'Organisation mondiale de la santé exige qu'on mette à disposition au minimum 5000 lits d'hôpitaux publics pour 100 000 habitants. Or, les 52 États africains n'en possèdent en moyenne que 1800 pour 100 000 habitants. En Afrique, 32,2% des habitants sont gravement et en permanence sous-alimentés. Autrement dit, les forces immunitaires d'un tiers de la population sont fortement affaiblies.

Dans les slums de Dacca, au Bangladesh, dans les bidonvilles surpeuplés de Nairobi, dans les favelas de São Paulo, aucune « distanciation sociale » n'est possible. Selon les chiffres de l'ONU, plus de 35% de la population d'Afrique subsaharienne vit dans des habitats dits « informels », où un seul robinet d'eau sert jusqu'à 1000 ou parfois 2000 personnes, où se protéger du virus en se lavant fréquemment les mains tient donc du projet utopique. La dette extérieure des États imposée de longue date par l'oligarchie du capital financier globalisé est écrasante. Elle empêche tout investissement significatif dans le secteur de la santé publique. Au 31 décembre 2019, la dette des 123 pays dits du Tiers monde[6] s'élevait à 2100 milliards de dollars.

VII

Warren Buffet est classé par le magazine américain *Forbes* au septième rang des hommes les plus riches du monde. S'exprimant sur la chaîne de télévision CNN, il déclarait au journaliste qui l'interviewait : « *Yes, there is class warfare, all right, but it is my class, the rich class, that's making all war and we are winning* » (« Oui, la guerre des classes, ça existe, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner »)[7].

Il nous faut de toute urgence renverser le rapport de forces. Le capitalisme tue. Avant de pouvoir gagner notre lutte contre la pandémie, il nous faut abattre le règne planétaire des oligarchies du capital financier globalisé.

Que faut-il faire ? De toute urgence et avant que le tueur masqué ne revienne en force ?

Propositions :

- Rétablir les droits et devoirs régaliens de l'État dans les secteurs de la santé (et de l'alimentation).
- Déclarer la santé publique secteur stratégique au même titre que la défense nationale et la sécurité publique.
- Augmenter massivement les investissements publics dans le secteur – recherche, équipements hospitaliers, salaires des personnels soignants, équipements médicaux y compris dans les EMS.
- Abolition de la directive de l'Union européenne interdisant un déficit du budget des États membres supérieur à 3%. (*pour mettre un terme à la multi-dépendance du secteur public de la santé et augmenter rapidement les budgets de la recherche médicale et des salaires des soignants, pour financer les équipements hospitaliers,*

les stocks de masques et de médicaments destinés à sauver des vies, l'État doit accepter de s'endetter).

- Accepter la montée de la dette souveraine si les investissements dans le secteur sanitaire l'exigent. Il faut « déglobaliser » radicalement ce secteur.

- Les Etats doivent forcer les sociétés multinationales de la pharmacie à rapatrier leurs établissements de recherche et de production (*Quelle que soit la protestation inévitable des actionnaires, les États doivent prendre des parts du capital de ces entreprises ou, si nécessaire, procéder à leur nationalisation*).

- Supprimer immédiatement, de façon radicale, la dette extérieure des pays les plus pauvres de la planète.

[1] *Le Monde*, 1-2 juin 2020.

[2] EHPAD, autopsie d'une catastrophe annoncée », in *Le Monde*, 7 mai 2020.

[3] Institut fédéral des médicaments et des dispositifs médicaux de la division du ministère fédéral de la Santé.

[4] *Der Spiegel*, 11 avril 2020.

[5] Cité par *Le Monde*, 8-9 mai 2020.

[6] Tous les pays de l'hémisphère sud, sauf les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

[7] Interview sur CNN, 25 mai 2005, cité par le *New York Times*, 26 novembre 2006.

Josef Zisyadis



L'agriculture capitaliste ne peut pas nourrir ni notre ventre, ni notre tête ! En Suisse, en 20 ans, un tiers des exploitations agricoles ont disparu. Près de la moitié ont désormais une taille de plus de 20 ha. Les conditions de vie des paysans se sont aggravées. L'ouverture des marchés fait pression sur les prix, alors que la part de la nourriture dans le budget des ménages est désormais de 6%. Ce « rien mensuel » justifie le gaspillage alimentaire, jusqu'à 35% de la nourriture qui part à la poubelle. Ce que nous mijote l'agro-industrie est largement connu : il s'agit d'une agriculture sans paysans et sans élevage. Priorité donc aux pétro-aliments, aux biotechnologies alimentaires, aux nano-aliments et aux aliments irradiés, sans oublier les viandes artificielles.

Le programme commun de l'agro-industrie nécessite la disparition des traditions culinaires, la mondialisation des plats. Il a pour conséquence le développement d'une cuisine de prêt-à-manger et à terme la suppression des cuisines dans les lieux d'habitation, comme arriération culturelle.

Nous sommes placés devant un choix planétaire : être gavés par quelques centaines de milliers d'agro-managers robotisés et branchés sur internet ou être nourris par un milliard et demi de petits paysans défendant les principes de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.

L'uniformisation du goût va de pair avec la disparition de la biodiversité végétale et animale. La nourriture finit par ne plus parler à la population, la convivialité autour de la table s'efface au profit du gavage rapide et solitaire. Et la boucle est bouclée pour le profit des grandes multinationales de l'agro-alimentaire.

Aujourd'hui, la défense du goût et du plaisir du goût devient un acte politique de résistance contre la destruction des saveurs et l'abolition des liens entre mangeurs et producteurs de la communauté qui nous nourrit tous les jours. Manger est un acte agricole ! Le grand changement, c'est que les producteurs de nourriture ne sont plus seuls face à l'agro-industrie, les mangeurs sont devenus leurs alliés.

4 propositions modestes mais urgentes pour revenir sur terre

Proposition 1

L'espoir doit être porté vers une **agroécologie** sans énergies fossiles, soit un modèle agricole à très haute productivité par unité de surface, sans motorisation. Sans pesticides. Où l'agroforesterie, la polyculture, l'élevage millénaire sont à la base d'une petite agriculture paysanne mondiale. Dans cette perspective, un premier acte serait de taxer les pesticides et redistribuer intégralement les recettes de cette taxe à ceux qui se convertissent au bio : une sorte de bonus/malus sur les produits agricoles. La Suisse doit se fixer comme objectif de devenir un pays entièrement bio dans la décennie.

Proposition 2

La disparition des traditions culinaires au sein de la famille est devenue un axe fondamental de la propagation de la malbouffe voulu par les grands groupes alimentaires. La culpabilisation et les refrains diététiques à l'égard des jeunes n'ont aucun sens si une **éducation au goût** et à l'alimentation n'est pas introduite dès le plus jeune âge à l'école. Elle exige des formations et qualifications des enseignants. Elle doit postuler l'ouverture des écoles aux producteurs de nourriture et aux cuisiniers du territoire. Tous les réfectoires scolaires doivent disposer d'une cuisine autonome où les élèves à tour de rôle sont appelés à participer. Cette éducation au goût devra s'accompagner de la création de jardins potagers dans toutes les écoles avec des semences libres.

Proposition 3

L'inscription du principe de la **souveraineté alimentaire** dans la Constitution et la réorientation de toutes les politiques publiques (communes, cantons, Confédération) pour des augmentations des surfaces de notre avenir alimentaire doit devenir prioritaire. Les semences paysannes libres, les variétés ancestrales doivent être soustraites à la marchandisation et devenir propriété publique. L'ensemble de la production paysanne doit être réorientée vers l'assiette du futur (2050) que les mangeurs disposeront avec à terme une planète de 10 milliards d'habitants : augmentation des légumineuses, plus de fruits et légumes, abolition des exploitations industrielles de viande au profit des filières artisanales (donc réduction de la production carnée), saisonnalité, proximité, interdiction définitive des OGM.

Proposition 4

En lieu et place des paiements directs indistincts à toute forme d'agriculture, aujourd'hui ravagée par la baisse de son revenu, sa disparition progressive et ses dettes, il faut mettre en place une **caisse de l'alimentation sur le modèle de l'AVS**, avec une gestion démocratique citoyenne. Cette caisse devrait permettre la reconversion de l'ensemble de l'agriculture du pays vers la production biologique paysanne. Cette caisse devrait permettre à tout un chacun d'accéder par le biais d'allocations mensuelles à une nourriture bio de qualité, dans les circuits courts auprès de producteurs, restaurateurs, réfectoires, boulangers, bouchers, fromagers, vignerons, agréés par la caisse. Cette proposition innovatrice pourrait avoir trois conséquences heureuses : une augmentation du nombre des petits producteurs bio, un paiement vraiment rémunérateur aux paysans et enfin une démocratisation de l'accès des produits bio de qualité. Elle en a une dernière, pas négligeable, elle soustrait une partie de la nourriture de la population à l'agro-industrie.

Barrigue et Vincent L'Epée

UNE IMAGE VAUT DIX MILLE MOTS!

Deux dessinateurs de presse, Barrigue et Vincent L'Epée, nous ont fait cadeau de dessins glanés au long des années, et en rapport avec notre Manifeste. Un grand merci!

Attention: tous droits de reproduction et de diffusion (bien sûr) réservés!

Barrigue



Vincent L'Epée

Covid-19: artistes en péril



15 ans après, le bilan du protocole de Kyoto reste mitigé



Coronavirus: les marchés boursiers dégringolent



Du côté du Conseil fédéral...



Climat: bientôt une taxe sur les billets d'avion



Plus d'un médecin sur trois a un diplôme étranger



Manifeste 2020

Pour nous contacter

Michel Bühler, 076 437 14 55, mbuhler (at) sunrise.ch

Nago Humbert, 079 649 07 62, nago.humbert (at) umontreal.ca

Remerciements

Basile Geiser